

LES FAITS MARQUANTS DE LA CDD-14: MARDI 2 MAI 2006

Le matin et l'après-midi, les délégués ont examiné la mise en application régionale. Dans une session parallèle, les débats thématiques se sont poursuivis sur l'accès aux services énergétiques et sur l'amélioration de l'efficacité énergétique pour le traitement de la pollution, des changements climatiques et du développement industriel.

SALLE DE CONFERENCE 4: LE MATIN

DEBAT THEMATIQUE: Électrification, y compris l'électrification dans les zones rurales: franchir les barrières infrastructurelles, financières, politiques et institutionnelles: Cette séance a été présidée par le Vice-président Yvo de Boer (Pays-Bas).

Harish Hande, de la SELCO Solar Light, en Inde, a identifié quatre éléments, tels que le traitement de la chaîne d'approvisionnement et les liens entre la génération de revenus, la pauvreté et les services énergétiques. Signalant que dans les taudis l'électricité est souvent fournie de manière illicite, Connie Smyser, de Smyser Associates, a souligné l'importance des partenariats sociaux et du soutien réglementaire. Au fins d'accélérer les défis de l'accessibilité, Vijay Modi, de la Columbia University, a suggéré de se concentrer sur l'accès institutionnel et sur l'étalement des coûts. Lee Yee Cheong, de la Commission de l'Énergie, Malaisie, a parlé de la nécessité de mobiliser la volonté politique dans les pays en développement et a argué que les "méga" projets d'électrification ne profitent pas aux pauvres.

Débat: Se référant aux échanges de lundi sur l'accès à l'énergie dans les zones rurales et urbaines, l'Australie a cité le manque de connaissances et d'implication des communautés comme étant deux principales contraintes. Au sujet du dépassement des problèmes d'entretien de l'infrastructure, l'Argentine a parlé de la réussite des petites entreprises d'entretien. L'Afrique du Sud a décrit les barrières entravant l'introduction du gaz liquide dans les communautés rurales, et la Tanzanie a mis en relief le lien entre le déboisement et la satisfaction des besoins en matière d'énergie, dans les zones éloignées. La Communauté Scientifique et Technologique a établi une distinction entre les besoins des, et les solutions devant être apportées aux, communautés rurales par rapport aux taudis urbains.

Plusieurs pays ont partagé leurs expériences nationales dans le domaine de l'électrification et des initiatives en matière d'énergie propre, soulignant l'importance des solutions adaptées aux contextes et du subventionnement des frais d'approvisionnement et de l'implication de l'ensemble des parties prenantes. La Norvège a décrit les options du financement, y compris la garantie de l'accès à la propriété foncière et le micro-financement. Décivant l'initiative de l'UE dans le domaine de l'énergie, la Communauté Européenne (CE) a souligné la nécessité d'une approche énergétique intégrée et d'un dialogue entre les parties prenantes. Les États-Unis ont souligné l'importance de la création d'organismes intermédiaires entre les services, et les communautés. Au sujet des barrières entravant l'accès à l'énergie, le Sénégal a déclaré qu'un environnement institutionnel habilitant est indispensable pour l'attraction des investisseurs du secteur privé, et le Venezuela a signalé

l'absence de réglementations fortes du secteur de l'énergie dans un grand nombre de pays en développement. La Jamaïque a déclaré que la réussite de son programme d'extension du quadrillage rural a aidé au ralentissement de l'exode rural et à la promotion de la création d'emplois. Le Nigeria a parlé du problème de la distribution de l'énergie et du coût élevé des sources d'énergie alternatives. Les Femmes ont souligné la nécessité de confier aux femmes l'entretien des installations énergétiques locales. L'Islande a plaidé en faveur de l'utilisation, dans les pays en développement, des sources d'énergie domestiques, telles que les ressources géothermiques. Le Danemark a mis en exergue le rôle des énergies renouvelables dans l'accroissement de l'accès à l'énergie et l'atténuation des changements climatiques. L'Arabie Saoudite a maintenu que la fixation du carbone est une technologie de réduction des GES, viable. L'Allemagne a appelé à une expansion des mesures visant à favoriser l'efficacité énergétique, partout dans le monde, et a souligné que les économies d'échelle aboutissent à des coûts moins élevés. Le Syndicat des Travailleurs a mis en garde contre la privatisation des marchés de l'énergie, et le Syndicat du Commerce et l'Industrie a souligné la responsabilité partagée de lutter contre la corruption.

SALLE DE CONFERENCE 2: LE MATIN

SESSION REGIONALE: Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (ECA): Cette session a été présidée par le Vice-président Azanaw Abreha (Éthiopie). Josué Dioné, de l'ECA, a souligné la vulnérabilité de l'Afrique compte tenu du taux élevé de pauvreté et de la fragilité des économies basées sur les ressources naturelles. Blessing Manale, de la coopération internationale pour le Développement Durable, Afrique du Sud, a parlé des technologies énergétiques inappropriées et des barrières posées à l'investissement intérieur et extérieur. Philippe Niyongabo, de la Commission de l'Union Africaine, a mis en relief l'accès à l'énergie, l'énergie hydraulique et la gouvernance. Jacques Moulot, de l'ECA, a déclaré que des liens meilleurs entre les stratégies de développement industriel et de réduction de la pauvreté sont nécessaires.

Débat: Le Royaume-Uni a parlé des domaines d'intérêt commun avec la région de l'EEC. Le Danemark a déclaré que l'augmentation du prix du pétrole déstabilise le développement. L'Égypte a souligné la nécessité d'investissements dans l'énergie hydraulique, tandis que la Commission de l'Union Africaine a mis l'accent sur l'absence de capacités d'investissement. L'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel a appelé à une utilisation efficace de l'énergie. Le Soudan a appelé à une approche holiste à l'égard des problèmes de l'énergie et de la dette extérieure. Le Cap Vert a souligné les perspectives des PEID. Le Président a souligné: que l'amélioration de l'accès à l'énergie est nécessaire pour la réduction de la pauvreté; que les prix du pétrole et du gaz exacerbent les problèmes posés en Afrique; que les stratégies régionales devraient intégrer les plans de réduction de la pauvreté; que l'écart entre les promesses et les livraisons doit être traité; et, que des opportunités devraient être créées pour l'Afrique, d'employer les technologies énergétiques durables modernes.

Commission Economique et Sociales des Nations Unies pour l'Asie Occidentale (ESCA): Cette session a été présidée par le Vice-président Javad Amin-Mansour (Iran).

Anhar Hegazi, de l'ESCWA, a parlé de l'absence d'accès à l'énergie pour 21.4 pour cent de la population, dans la région dominée par des pays producteurs de pétrole. Aysar Taveb, du Ministère du Pétrole, l'Arabie Saoudite a appelé le Mécanisme pour un Développement Propre et l'APD à apporter leur soutien au piégeage et stockage du gaz carbonique. Sayed Emam, du Ministère de l'Énergie, Égypte, a souligné que les énergies renouvelables représentent 0,1 pour cent uniquement de l'ensemble de la consommation de la région. Fouad Shaker, de l'Union des Banques Arabes, a souligné la nécessité de mobiliser l'investissement privé et de la coopération des pays industrialisés. Emad Adly, du Réseau Arabe pour l'Environnement et le Développement, a décrit le faible soutien financier apporté aux communautés.

Débat: L'EGYPTE a annoncé la Troisième Conférence Régionale sur l'Énergie pour la Région Afrique et Afrique du Nord, qui se tiendra du 10 au 12 juin 2006, avec l'appui de l'ESCWA et du PNUD. La JORDANIE a prédit que les prix du pétrole atteindront \$150 le baril dans une décennie, et a appelé à des initiatives de financement consacrées à la promotion des partenariats pour l'énergie renouvelable. L'USAID a rappelé l'appui qu'elle apporte aux domaines des énergies éolienne et solaire, de l'efficacité énergétique et de la création des capacités dans la région. L'ALLEMAGNE s'est enquis des démarches nécessaires à garantir davantage de soutien à l'énergie au service du développement durable, de la part des banques de la région. Les présentateurs ont reconnu le rôle potentiel de l'ESCWA dans l'orientation des finances de la région vers l'énergie renouvelable et a cité l'initiative de l'Union des Banques Arabes pour la détermination des effets environnementaux.

SALLE DE CONFERENCE 2: L'APRES-MIDI

DEBAT THEMATIQUE: Amélioration de l'efficacité énergétique pour le traitement des problèmes de pollution atmosphérique, pour la lutte contre les changements climatiques et pour la promotion du développement industriel:

Cette session a été présidée par le Vice-président Azanaw Abreha. Alfred K. Ofosu-Ahenkorah, de la Fondation pour l'Énergie, Ghana, a donné un aperçu sur les barrières posées par la demande et l'approvisionnement, à l'efficacité énergétique. Mark Levine, du Laboratoire National Lawrence Berkeley, a parlé des pertes énergétiques pour les utilisateurs de base et de la réussite de l'investissement, des centres techniques et des objectifs, en Chine. Zhou Dadi, de l'Institut de Recherche en Matière d'Énergie, a souligné la nécessité de conduire davantage de recherche et de l'encouragement de la consommation durable. Aux fins de franchir les barrières, Steven Wiel, du Collaborative Labeling and Appliance Standards Programme, a souligné l'importance de la mise en application des normes et labels de l'efficacité énergétique.

Débat: Plusieurs orateurs ont partagé leurs expériences en matière de bonnes pratiques à l'échelon régional, qui englobent, entre autres: des partenariats industriels; des initiatives dans le secteur des transports; des échanges d'informations; et l'efficacité de l'utilisation de base. Les ETATS-UNIS, avec la BULGARIE, ont mis en relief le rôle des garanties partiales des emprunts. L'ITALIE a souligné le rôle des mécanismes de marché dans l'établissement d'une infrastructure pour la technologie des énergies renouvelables. Les AGRICULTEURS ont parlé de la nécessité de mesures d'encouragement du marché pour rendre la cogénération de la bagasse du sucre de canne économiquement viable. Le SYNDICAT DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE a souligné que les politiques peuvent encourager l'efficacité en envoyant des signaux de marché forts. L'AFRIQUE DU SUD a indiqué que les initiatives ont besoin d'être placées dans le cadre de la mise réalisation des ODM. L'AUTRICHE a déclaré que l'efficacité énergétique contribue à la sécurité de l'approvisionnement, à la concurrence et à la protection de l'environnement. La représentante a mentionné les Groupes d'actions du Processus de Marrakech comme étant des instances clés du traitement de la question des modes durables de consommation et de production.

Le BRÉSIL a mis en exergue le partenariat entre les secteurs gouvernemental et industriel pour l'efficacité de l'énergie, et la NORVEGE a décrit son initiative gouvernementale pour le soutien de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. Le SYNDICAT DES TRAVAILLEURS a souligné que l'efficacité énergétique dans le lieu de travail devrait être conduite par les gouvernements. La CE et les ONG ont mis en exergue les approches qui s'appuient sur l'intérêt des consommateurs, y compris l'étiquetage de l'énergie, et le MEXIQUE a souligné l'importance de la réglementation. L'AUSTRALIE a parlé du besoin d'aligner les normes des produits partout dans le monde. Au sujet de la conservation de l'énergie, la JORDANIE a plaidé pour l'établissement d'un défi pour les décideurs du secteur de l'industrie. Au sujet de l'efficacité énergétique, MAURICE a souligné l'absence de connaissances au sein du secteur de l'industrie. Le QATAR a fait état des effets environnementaux de certaines technologies d'énergie renouvelables.

SALLE DE CONFERENCE 4: L'APRES-MIDI

SESSION REGIONALE: Commission Economique des Nations Unies pour l'Europe (CEE): Le Vice-président Yvo de Boer, a ouvert la session et a introduit Kaj Barlund, de la CEE, qui a parlé d'un certain nombre d'actions régionales. Eliot Morley, Ministre de l'Environnement, Royaume-Uni, a présenté une synthèse des résultats du Forum régional sur la mise en application, soulignant la nécessité de déployer un assortiment d'instruments politiques. Viktor Baranchuk, du Ministère des Politiques Industrielles, Ukraine, a évoqué les leçons apprises et a parlé des meilleures pratiques. Jean-Christophe Fueg, du Bureau Fédéral Suisse de l'Énergie, a parlé des variations dans les préoccupations de la sécurité énergétique. Martin Williams, du Département de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires Rurales, Royaume-Uni, a parlé des réussites enregistrées et des défis qui restent à relever par la Convention sur la Pollution Atmosphérique Transfrontière de longue Portée.

Débat: L'AZERBAIDJAN a mis l'accent sur la coopération régionale et sur la responsabilité du secteur de l'entreprise. La TURQUIE a souligné la sécurité des voies d'approvisionnement en énergie. L'UE a appelé à davantage de processus régionaux cohérents. La CROATIE s'est référée aux problèmes rencontrés dans le domaine des échanges de droits d'émission. Le représentant des ENFANTS ET DES JEUNES a appelé à des innovations dans le développement durable, qui viendraient accorder la priorité aux consommateurs. La SUEDE s'est concentrée sur le changement du mode de vie. Les SYNDICATS DES TRAVAILLEURS a décrit son rôle dans la transition énergétique. Barlund a mis l'accent sur les centres des technologies propres et sur l'échange des droits d'émission. Plusieurs participants ont exprimé leur appui au projet environnement et sécurité conduit par le PNU.

Commission Economique et Sociale des Nations Unies

pour l'Asie-Pacifique (ESCAP): Le Vice-président Jayad Amin-Mansour (Iran) a introduit Liana Bratasida, du Ministère Indonésien de l'Environnement, qui a souligné l'importance des approches stratégiques. Xinhui Wang, du la Commission Nationale Chinoise du Développement et des Réformes, a souligné l'importance de la planification au niveau micro, d'un cadre juridique rationnel, de mécanismes actifs d'investissement public et de tarification. Padma Lal, Représentante de Fidji, a passé en revue les expériences vécues dans la région du Pacifique, mettant l'accent sur la planification coopérative, les partenariats, la coopération régionale et l'urgence des préparation et réactivité aux catastrophes. Sumoto Okamoto, du Ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie, Japon, a souligné l'importance de la création de conditions favorables à la réussite du transfert des technologies écologiquement rationnelles. Jyoti Parikh, du centre de Recherche et Action Intégrée pour le Développement, a mis en garde qu'avec l'augmentation des prix du pétrole, les femmes engagées dans la production de la biomasse risquent de devenir encore plus marginalisées.

Débat: L'ESCAP a déclaré que la question cruciale est celle de savoir si les pays d'Asie-Pacifique étaient en mesure de conduire leurs économies à la durabilité. La COREE a présenté des réflexions sur "la croissance verte" et sur l'impact des prix du pétrole sur le développement. L'ARABIE SAOUDITE a suggéré d'augmenter les taxes comme solution aux prix élevés du pétrole. Les ETATS-UNIS ont décrit le rôle de la technologie satellitaire dans le développement des énergies renouvelables, et a mis en relief le partenariat régional. Le KAZAKHSTAN a appelé à l'investissement dans les approvisionnements énergétiques sûrs. La CHINE a décrit l'ajustement industriel qu'elle a opéré et qui a englobé la mise en place de politiques de tarification et d'imposition. Les AGRICULTEURS ont appelé la R&D à traiter les questions des rendements lointains et du financement inadéquat dans les technologies renouvelables. Le JAPON a souligné l'importance du partage des bonnes pratiques. Les FEMMES ont souligné leur rôle confumier en tant que gestionnaires de la biomasse, et ont appelé à la reconnaissance des femmes en tant que capital social, et à l'égalité, en tant que condition préalable au développement durable.

DANS LES COULOIRS

En cette deuxième journée, les ONG sont à la fois prudents et ambitieux. Certains pensent que la CDD fournit un foyer ou "un centre d'échange" unique pour la conduite de débats sur les dimensions multiples de l'une des questions, les plus pressante posée au monde: la sécurité énergétique et l'augmentation de la demande en combustible dans un monde qui doit se préparer à affronter l'ère "du pétrole à outrance". Évoquant la vraisemblance d'une poursuite de l'escalade des prix du pétrole, certaines ONG présentes ont estimé que c'est là l'occasion pour la CDD d'insuffler la cohérence et d'apporter une valeur ajoutée aux divers débats touchant à l'énergie, y compris les changements climatiques, l'énergie renouvelable, la question nucléaire et les chemins du développement équitable. D'autres ont déclaré craindre que la session soit déjà embourbée dans des tensions qui remontent aux débats sur le programme de travail pluriannuel de la CDD. Des éléments du G-77/Chine semblent être aliénés par l'approche d'intégration thématique actuelle, qu'ils perçoivent comme étant une licence d'ajouter peu ou pas de valeur à ce qui est déjà entrepris sur le terrain, qui réduit la CDD à un simple "spectacle".